

Les marchés du travail dans la crise *

OFCE, Centre de recherche
en économie de Sciences Po
Département analyse
et prévision

Principale conséquence de la crise économique que nous traversons, la situation du marché du travail s'est fortement dégradée dans l'ensemble des grands pays développés. À l'exception de l'Allemagne, le rythme de hausse du chômage au cours de cet épisode récessif a été deux fois plus violent que celui observé au cours des « petites » crises précédentes. Ce fort impact sur le chômage masque pourtant une relative résistance face à un choc de production d'une ampleur sans précédent depuis les années 1930. Cette résistance du chômage tient d'abord à l'impact encore faible et inachevé de la crise sur l'emploi. Elle s'explique aussi par les comportements d'activité qui amortissent traditionnellement les chocs d'emploi du fait du découragement induit d'une partie de la population active.

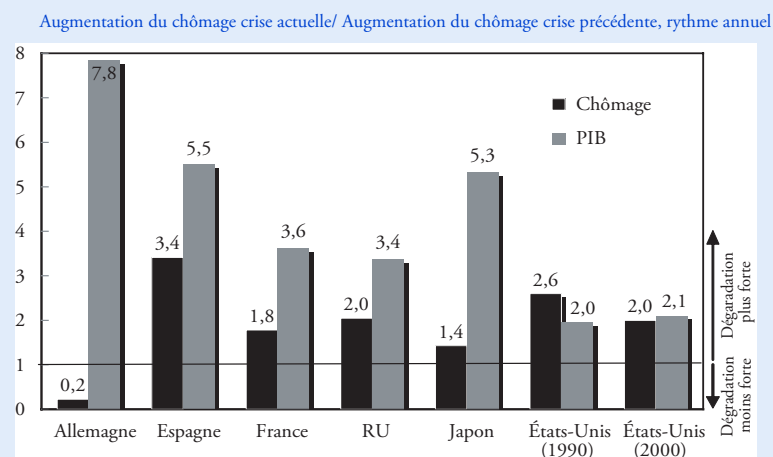
Nous détaillons la réaction des marchés du travail dans sept grands pays : Allemagne, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis et Japon. Dans un premier temps, nous montrons qu'à l'exception de l'Espagne et des États-Unis, l'ajustement de l'emploi n'y est pas achevé. Puis, nous montrons que les écarts d'ajustement de l'emploi s'expliquent en partie par le recours à la flexibilité interne des entreprises (modification du temps de travail et des coûts salariaux). Enfin, nous analysons l'impact de la dégradation du marché de l'emploi sur le chômage en étudiant les comportements d'activité.

Il convient toutefois de garder à l'esprit que la crise est loin d'être terminée, et que les chiffres disponibles sont encore provisoires. Ce n'est qu'à la fin du cycle que l'on saura si les marchés du travail ont réagi différemment à la crise actuelle.

* Ont contribué à cette étude spéciale : Marion Cochard, Gérard Cornilleau et Éric Heyer.

Conséquence inévitable de la crise économique que nous traversons, la situation sur le front du chômage s'est fortement dégradée dans l'ensemble des grands pays développés. Au cours de cette épisode récessif, l'impact sur le chômage dans ces grands pays a été deux fois plus violent, à ce jour, selon la moyenne annualisée, que celui observé au cours des « petites » crises précédentes (graphique 1). Seule l'Allemagne semble mieux résister, en termes de chômage, aujourd'hui qu'au cours de la crise traversée dans les années 1990.

Graphique 1 : Augmentation du chômage au cours de la crise récente : une comparaison avec les crises précédentes



Note de lecture : Dans ce graphique figure deux rapports. Le premier rapporte l'augmentation annuelle du chômage au cours de cette crise à l'augmentation annuelle au cours de la crise précédente. Exemple : au Royaume-Uni, le chômage a progressé deux fois plus au cours de cette crise que durant la crise précédente. Le deuxième rapporte la perte de croissance à son rythme tendanciel au cours de la crise récente par rapport à la crise précédente. Exemple : au Royaume-Uni, la crise actuelle a été, en rythme annuel, 3,4 fois plus forte que la crise précédente. En ce qui concerne la datation des crises précédentes pour chacun des pays, le lecteur pourra se référer au tableau 3.

Sources : OCDE, calculs OFCE.

Cette évolution du chômage masque pourtant une relative résistance face à un choc sur la production d'une ampleur sans précédent depuis les années 1930 et très nettement supérieur à ceux observés au cours des années 1990 ou 2000.

Cette relative résistance du chômage résulte d'une part de l'impact encore faible et non achevé de la crise sur l'emploi. D'autre part, elle s'explique aussi par les comportements d'activité qui amortissent traditionnellement les chocs d'emploi du fait du découragement induit d'une partie de la population active.

Nous nous proposons de détailler la réaction des marchés du travail dans sept grands pays : Allemagne, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis et

Japon. Dans un premier temps, nous ferons le point sur les différences d'ajustement de ceux-ci au choc d'activité. Puis, nous tenterons d'expliquer les écarts d'ajustement de l'emploi par le recours à la flexibilité interne des entreprises, et par là analyser les différences de modifications du temps de travail et des coûts salariaux. Enfin, nous analyserons la répercussion de la dégradation du marché de l'emploi sur le chômage en comparant les différences dans le comportement d'activité dans ces grands pays.

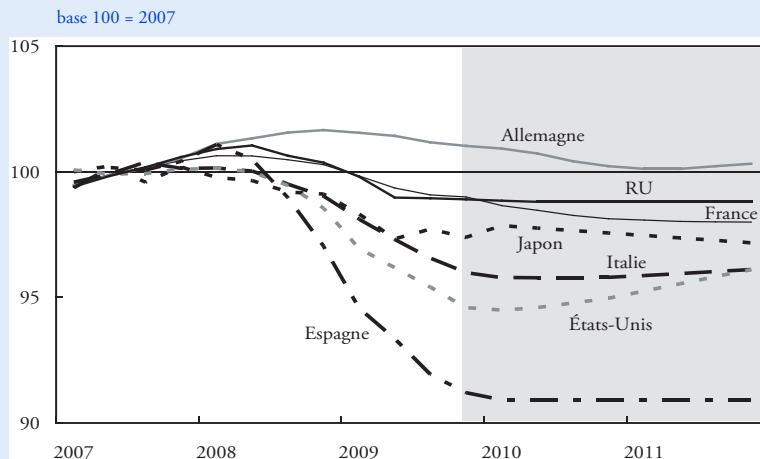
Rappelons avant toute chose que l'analyse de la réaction des marchés du travail à la crise est encore difficile du fait du manque de recul. La crise est loin d'être terminée et il est vraisemblable que l'ajustement de l'emploi va se poursuivre entraînant une hausse plus marquée du chômage. Ce n'est qu'à la fin du cycle que l'on saura si les marchés du travail ont réagi différemment à la crise actuelle. L'absence de séries longues interdit en outre une analyse comparative détaillée par sexe et âge des comportements d'activité dans la crise en cours et dans les crises précédentes. Les résultats présentés ici sont donc provisoires et il convient de relativiser les faits qui apparaissent aujourd'hui les plus marquants, que ce soit la relative faiblesse de la hausse du chômage ou l'augmentation dans un contexte très défavorable des taux d'emploi des seniors.

1. Quel ajustement du marché du travail ?

Malgré la reprise de la croissance mondiale, la dégradation des marchés du travail des pays de l'OCDE s'est poursuivie au second semestre 2009. À l'exception de l'Allemagne, les pays que nous étudions (France, Allemagne, Italie, Espagne, États-Unis, Japon et Royaume-Uni) ont enregistré depuis le début de la crise économique et financière des destructions d'emploi d'une ampleur inédite, allant de 1,6 % pour la France à un effondrement sans précédent de près de 10 % pour l'Espagne (graphique 2).

Dans la plupart des pays, l'industrie est le secteur qui a été le plus touché par la crise (tableau 1), avec des destructions d'emploi atteignant les 10 %. Dans l'ensemble des pays étudiés, à l'exception des États-Unis, le secteur des services marchands a été relativement épargné au cours de cette crise. Par ailleurs, certains pays ont également connu une crise immobilière (États-Unis, Japon, Royaume-Uni et surtout Espagne) détériorant l'emploi dans le secteur du bâtiment. La bulle immobilière espagnole a été particulièrement marquée, si bien que le secteur du bâtiment, qui représentait 17 % de l'emploi total avant la crise, contre 7 % en moyenne dans les autres pays étudiés. Le retournement du marché immobilier a conduit à la chute de 37 % de l'emploi dans le secteur, contre 10 % au Royaume-Uni et 20 % aux États-Unis.

Graphique 2 : Emploi total



Sources : Eurostat, sources nationales.

1.1. Des ampleurs vitesses d'ajustement contrastées

Comme nous l'avons développé lors de la prévision précédente¹, l'évolution du marché du travail a été extrêmement contrastée dans les différents pays, pour trois raisons.

D'abord, l'ampleur de la chute de l'activité varie fortement d'un pays à l'autre : au premier trimestre 2009, les pertes de PIB s'échelonnaient de 3,4 % en France – pays le moins durement touché sur le plan de l'activité – à 8,4 % au Japon. À la fin 2009, la France et les États-Unis sont les deux pays qui ont le mieux résisté à la crise, avec des chutes de PIB de l'ordre de 2 % depuis début 2008, alors que la perte d'activité avoisine 6 % au Royaume-Uni, au Japon, en Allemagne et en Italie (tableau 1). L'Espagne se trouve dans une situation intermédiaire, avec une perte cumulée de PIB de 4,6 %.

Ensuite, la vitesse d'ajustement de l'emploi à l'activité diffère selon les pays et la structure de leur marché du travail. Les estimations réalisées lors de la précédente prévision montraient ainsi que le délai d'ajustement de l'emploi à l'activité est extrêmement court aux États-Unis et en Espagne (un peu plus d'un trimestre), un peu plus long en France et au Royaume-Uni (3 trimestres), alors que l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont un marché du travail peu réactif (avec des délais d'ajustement de 5 à 8 trimestres).

1. Voir l'étude spéciale « Chômage à durée indéterminée », *Revue de l'OFCE* n° 111, pp 303-330.

Tableau 1 : Évolution du marché du travail entre le T1 2008 et le T4 2009

	France	All	Italie	EU	Japon	RU
Perte cumulée PIB (en %)	2,4	5,6	6,5	1,6	6,3	5,8
Emploi total (en %)	-1,6	-0,1	-4,2	-5,5	-2,4	-2,0
Emploi total (en milliers)	-422	-31	-1043	-8115	-1530	-585
<i>dont industrie</i>	-245	-300	-533	62	-469	-291
<i>dont bâtiment</i>	-43	3	16	-1494	-502	-135
Chômage (en milliers)	732	-40	533	7 788	900	838
Taux de chômage T4 2009	9,6	8,1	8,3	10,0	5,2	7,8
Taux de chômage T1 2008	7,2	8,1	6,5	5,0	3,8	5,2

Sources : Eurostat, sources nationales.

Enfin, la spécificité de la crise actuelle – du fait de son intensité – a incité les gouvernements de certains pays à mettre en place des dispositifs spécifiques en matière de politique de l'emploi, qui ont retardé encore l'ajustement du marché du travail. En Allemagne et au Japon, en particulier, le développement du chômage partiel et l'incitation au recours à la flexibilité interne – baisse du temps de travail et des rémunérations – a conduit à un sous-ajustement important du marché du travail au regard de ce que prévoyaient nos modélisations usuelles. Au Royaume-Uni, également, l'ajustement de l'emploi a été beaucoup plus faible qu'à l'accoutumée².

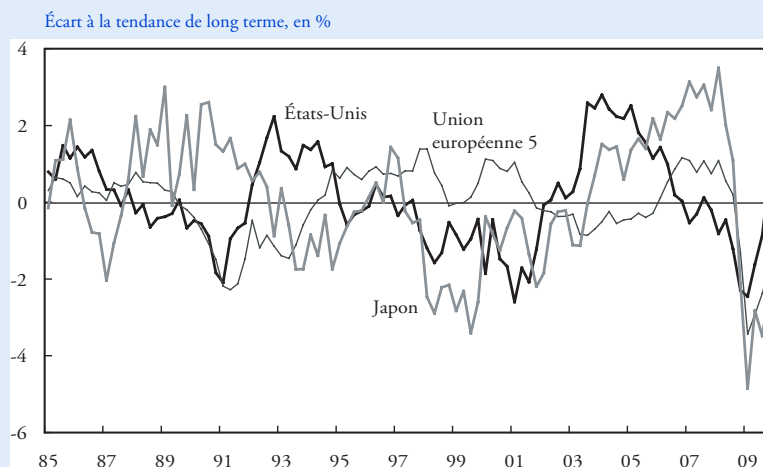
Tous les pays étudiés n'en sont donc pas au même stade d'ajustement de l'emploi à la crise. Le retard de l'emploi sur l'activité s'est d'abord manifesté par une dégradation extrêmement brutale de la productivité du travail entre le premier trimestre 2008 et celui de 2009 (graphique 3). Depuis, la vitesse et l'ampleur de l'ajustement de l'emploi à l'activité ont été différentes selon les pays : si celui-ci est achevé aux États-Unis, la situation du marché du travail continuera à se dégrader dans les autres pays au cours des deux prochaines années.

Ainsi, les États-Unis ont d'ores et déjà achevé l'ajustement de l'emploi à la récession observée, et ont rattrapé, voire même légèrement dépassé, la tendance de productivité de long terme (tableau 2). Après une stabilisation en 2010, le cycle de productivité devrait se retourner à nouveau en 2011, et contribuer à l'amélioration de la situation du marché du travail américain. Le tableau 2 résume nos prévisions d'emploi et de chômage. Nous y décomposons la variation de l'emploi en une composante cyclique – à savoir l'évolution de l'emploi liée au rattrapage du cycle de productivité, donc l'ajustement aux évolutions passées de l'activité – et une composante conjoncturelle – l'évolution de l'emploi liée aux variations de l'activité

2. Voir dans ce dossier la fiche «Royaume-Uni : mission impossible...»

prévues à l'horizon 2011. Ainsi aux États-Unis, le ralentissement de la productivité conjugué à l'accélération de la croissance permettra la création de plus de 2 millions d'emplois d'ici la fin de l'année 2011, dont 75 % s'expliquerait par la composante cyclique.

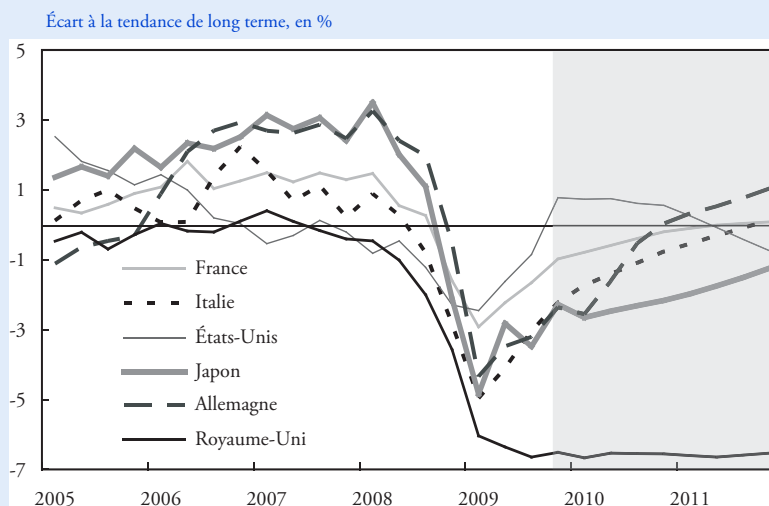
Graphique 3 : Cycles de productivité *



* Le cycle de productivité UE 5 désigne une moyenne des cycles de productivité de la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, pondérés par l'emploi total en 2007.

Sources : Eurostat, sources nationales, calculs OFCE.

Graphique 4 : Prévisions des cycles de productivité



Sources : Eurostat, sources nationales, prévision OFCE, avril 2010.

En Europe et au Japon, en revanche, le cycle de productivité a certes amorcé son retour à l'équilibre au cours de l'année 2009, mais l'ajustement de l'emploi n'est pas encore achevé.

L'écart de productivité à la tendance de long terme est descendu en dessous de -4 % début 2009 dans les trois pays les moins réactifs – Italie, Allemagne et Japon – et malgré le rebond de la productivité enregistré depuis, les cycles y demeurent très dégradés (autour de -2,5 %, graphique 3). L'ajustement de l'emploi à la crise passée reste en grande partie à venir. Cela pèsera donc sur l'emploi de ces trois pays à l'horizon de la prévision, mais la reprise de la croissance compensera partiellement l'effet du rattrapage du cycle (tableau 2). L'Italie verra même son emploi repartir légèrement à la hausse au cours des deux prochaines années.

Tableau 2 : Prévisions de marché du travail

	France	All	Italie	EU	Japon	RU
Évolution PIB en moyenne annuelle, en %	1,1	1,8	1,3	1,9	1,3	1,6
Tendance de productivité	1,4	1,4	0,2	1,8	1,1	1,8
Cycle de productivité en 2009T4	-1,0	-2,4	-2,2	0,8	-2,3	-6,5
dont industrie	-2,7	-9,6	-4,1	-6,1	–	–
dont services marchands	-0,3	–	-2,3	-1,2	–	–
Cycle de productivité en 2011T4	0,1	1,0	0,1	-0,7	-1,2	-6,5
Évolution du cycle, en points	1,1	3,4	2,4	-1,5	1,0	0,0
Evolution de l'emploi liée au rattrapage du cycle de productivité, en milliers (1)	-174	-1211	-273	1651	-650	4,0
Evolution de l'emploi liée à la conjoncture, en milliers (2)	-84	931	305	574	514	-33
Évolution de l'emploi total en milliers (3)=(1)+(2)	-258	-280	31	2225	-136	-29
Emploi total en %	-1,0	-0,7	0,1	1,6	-0,2	-0,1
Chômage en milliers	272	280	149	-1 225	65	204
Taux de chômage T4 2011	10,5	8,8	8,8	9,2	5,3	8,4
Taux de chômage T4 2009	9,6	8,1	8,3	10,0	5,2	7,8

Sources : Eurostat, sources nationales, prévision OFCE, avril 2010.

La France, dont le délai d'ajustement à l'activité est plus court, présente un ajustement de l'emploi plus avancé que les pays précédents, avec un niveau de productivité moins dégradé (-1 % au quatrième trimestre 2009). Les destructions d'emploi liées au rétablissement du cycle seraient ainsi moins importantes dans l'hexagone que dans les trois pays précédents. Mais à la différence de ceux-ci, la

croissance attendue pour l'économie française en 2010-2011 ne sera pas suffisante pour créer des emplois et viendra amplifier le mouvement de dégradation du marché du travail lié au rétablissement du cycle. Au total, c'est la France qui subira les plus lourdes pertes sur le marché du travail, avec 1 % de baisse de l'emploi total sur deux ans.

Le Royaume-Uni se trouve quant à lui dans une situation inédite. L'ajustement de l'emploi a été extrêmement faible jusque-là et ce pays présente le cycle le plus dégradé des pays considérés (-6,5 % par rapport à la tendance de long terme) alors que son délai d'ajustement est d'ordinaire très proche de celui de la France. À l'horizon de la prévision, la croissance demeurera par ailleurs trop faible pour permettre la reprise des créations d'emplois, et l'emploi se stabilisera dès la mi-2010 (voir note 2).

Enfin, l'Espagne fait complètement exception parmi les pays étudiés. Si le délai d'ajustement de l'emploi y est toujours extrêmement rapide, on a assisté lors de cette crise à un sur-ajustement massif. L'emploi s'est effondré de près de 10 %, alors que l'activité chutait de 4,6 %, entraînant un bond de la productivité marchande. La particularité de l'économie espagnole réside dans l'importance acquise par le secteur du bâtiment au cours des années précédant la crise. La montée en puissance de ce secteur, dont la productivité décroissait tendanciellement avec la bulle immobilière, a conduit à une baisse de la productivité à partir du milieu des années 1990. Dans un mouvement inverse, les destructions massives d'emplois dans ce secteur conduisent à rétablir le poids de secteurs plus productifs – l'industrie et des services – dans l'économie, et surtout à une remontée spectaculaire de la productivité dans le secteur du bâtiment, poussant à la hausse la productivité marchande. L'analyse du cycle de productivité dans l'ensemble du secteur marchand n'a donc pas grand sens au vu de l'impact de la structure sectorielle de l'emploi, qui rend caduque les modélisations présentées lors de la précédente prévision, et devrait conduire à une rupture de la tendance de productivité début 2008. C'est pourquoi la décomposition de l'emploi en une composante cyclique et une composante conjoncturelle demeure extrêmement fragile et ne figure pas dans le tableau 2 et le graphique 4. L'analyse sectorielle des cycles de productivité montre en revanche que dans le secteur de l'industrie, le cycle de productivité s'est dégradé en 2008 comme dans les autres pays, mais dans une moindre mesure compte tenu de la plus grande flexibilité du marché du travail espagnol. Une partie de l'ajustement de l'emploi reste donc à venir dans l'industrie, et l'ajustement du secteur immobilier se poursuivra, entravant le marché de l'emploi au cours des deux prochaines années, malgré la reprise de la croissance.

2. Quel recours à la flexibilité interne ?

Le retard d'ajustement de l'emploi à l'origine du cycle de productivité s'explique traditionnellement par un recours à la flexibilité interne des entreprises : modifications du temps de travail et des coûts salariaux. Dans un premier temps, les entreprises essaient en effet généralement d'attendre la confirmation du ralentissement conjoncturel avant de procéder à des suppressions d'emplois. Elles préfèrent jouer sur le temps de travail – directement dans certains pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni, et *via* la baisse des heures supplémentaires ou le recours au chômage partiel dans les autres – et sur des baisses de salaires lorsqu'elle en ont la possibilité – c'est notamment le cas au Japon, et dans une moindre mesure aux États-Unis, où l'importance des primes dans le système de rémunérations permet un ajustement quasi-immédiat de la masse salariale.

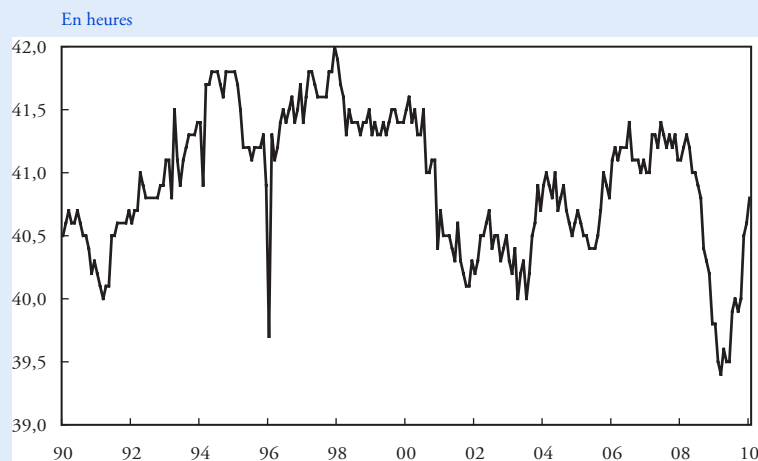
2.1. Le temps de travail

Si l'ajustement du temps de travail a joué de manière assez traditionnelle – et ponctuelle – aux États-Unis, en France ou en Espagne, la réduction du temps de travail ordinaire a été en revanche tout à fait exceptionnelle en Italie, au Japon, et surtout en Allemagne, en grande partie en raison de l'extension des dispositifs de chômage partiel.

Le volume d'heures travaillées par employé a chuté dans presque tous les pays, dans des proportions diverses. Seule exception : l'Espagne, dont la flexibilité du marché du travail a conduit à un ajustement direct de la conjoncture sur le volume d'emploi. De même, si les statistiques françaises sur la durée du travail ne sont pas facilement exploitables, le maintien – voire la hausse – du recours aux heures supplémentaires favorisé par la défiscalisation instaurée par la loi TEPA a en partie compensé le développement du chômage partiel (voir dans ce dossier « France : en attendant la reprise... »). L'ajustement des volumes horaires a sans doute été plus faible en France que dans la plupart des autres pays, et le développement du chômage partiel n'y a pas atteint la même ampleur qu'en Allemagne ou au Japon.

Aux États-Unis, le temps de travail a, comme à l'accoutumée, servi d'amortisseur à la crise dans la première phase du retournement conjoncturel, de manière transitoire. Le nombre d'heures travaillées par salarié a chuté de 4,6 % entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009 (graphique 5). La productivité par heure a donc beaucoup moins baissé que la productivité par tête, et le cycle de productivité horaire a retrouvé l'équilibre dès le deuxième trimestre 2009. Le temps de travail par personne s'est ensuite accru pour retrouver fin 2009 son niveau d'avant crise. L'ajustement du temps de travail aux États-Unis a donc été transitoire, en ligne avec le comportement habituel des entreprises américaines en période de retournement conjoncturel.

Graphique 5 : Temps de travail hebdomadaire par salarié aux États-Unis



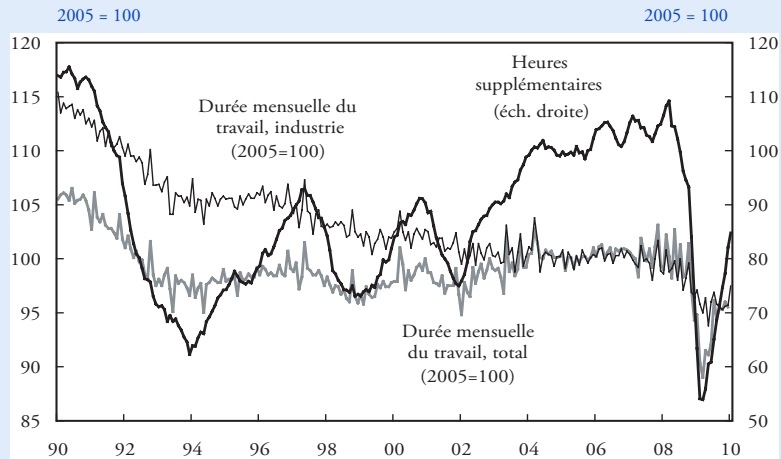
Sources : OCDE.

Au Japon, en Italie et en Allemagne, en revanche, la chute du temps de travail ordinaire a été exceptionnelle, à la fois par son ampleur et par sa durée. Contrairement aux États-Unis, où les entreprises ont procédé à des baisses de durée du travail transitoires en tout début de crise, ces trois pays ont fait le choix d'une baisse durable du temps de travail afin de préserver l'emploi. Les trois pays ont étendu leurs dispositifs de chômage partiel (voir note 1), et fait appel à des mécanismes plus habituels (compte-épargne temps, heures supplémentaires, négociations de réduction du temps de travail). Ils présentaient encore fin 2009 un temps de travail par salarié nettement inférieur à son niveau antérieur à la crise.

Les variations de temps de travail sont habituelles au Japon, où l'importance des heures supplémentaires dans la structure de l'emploi permet un très fort ajustement interne, ce qui explique la faible réactivité de l'emploi à la conjoncture et l'actuel niveau du cycle de productivité. Le nombre d'heures supplémentaires a ainsi chuté de 50 % entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, avant de rattraper la moitié de sa chute dans le courant de l'année 2009 (graphique 6). Le recours aux heures supplémentaires demeure cependant extrêmement faible, et la durée du travail reste à un niveau historiquement bas. Par ailleurs, le gouvernement japonais a mis en place des subventions au maintien de l'emploi, sorte de chômage partiel, qui a pu peser également sur le temps de travail au sein des entreprises, et permis de garder dans l'emploi près de 2 millions de salariés au Japon.

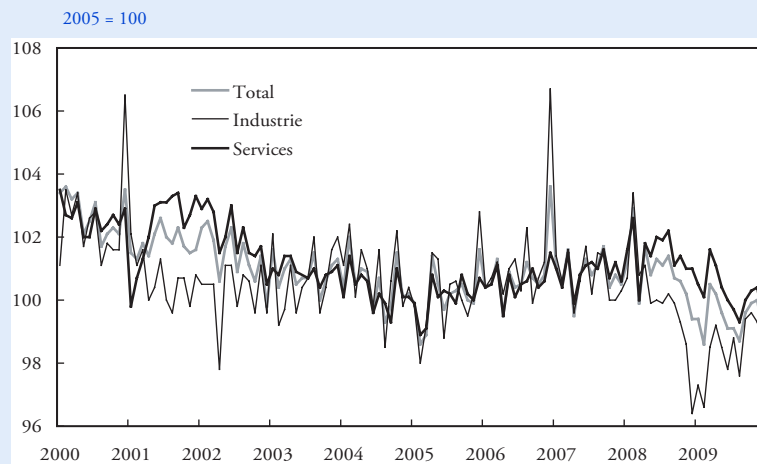
L'ampleur de l'ajustement du temps de travail a été également particulièrement importante en Italie. Le temps de travail y a chuté de près de 4 % (5 % dans l'industrie), suite essentiellement au développement du chômage partiel (graphique 7).

Graphique 6 : Temps de travail et heures supplémentaires au Japon



Sources : OCDE, CEIC.

Graphique 7 : Temps de travail par salarié en Italie



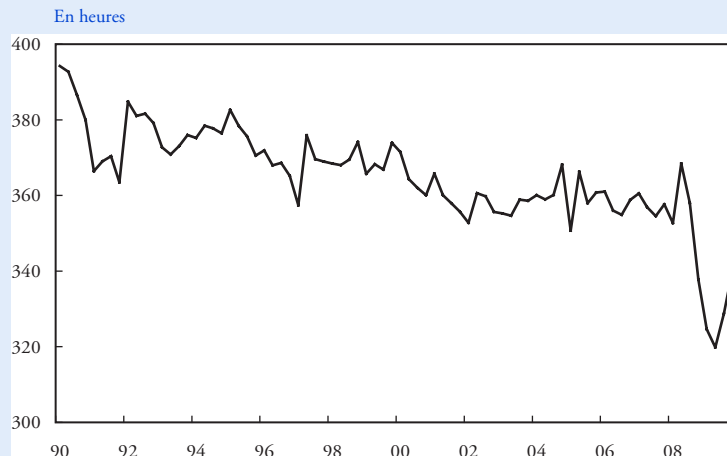
Source : Institut national de statistiques.

Enfin, en matière d'ajustement du marché du travail, l'Allemagne fait figure d'exception dans cette crise. Le marché du travail allemand est traditionnellement l'un des marchés les moins réactifs des pays développés, du fait de la forte flexibilité du temps de travail. L'Allemagne dispose en effet d'un ensemble de mécanismes permettant la modulation du temps de travail : comptes épargne-temps – dont les soldes peuvent être négatifs –, chômage partiel, et surtout des conventions de branches négociées au sein des entreprises, permettant la sauvegarde de l'emploi en

contrepartie de réduction du temps de travail et de sacrifices salariaux. Dans le secteur de la métallurgie, par exemple, l'accord collectif sur la sécurité de l'emploi permet aux entreprises de réduire la durée de travail hebdomadaire de 35 à 29 heures avec une baisse des salaires équivalente (15 %), en contrepartie de la stabilité de l'emploi.

Pour autant, l'ajustement quasi-inexistant de l'emploi lors de cette crise est tout à fait exceptionnel : malgré un effondrement du PIB de près de 6 %, l'emploi est demeuré stable depuis le début de la crise et le taux de chômage n'a pas bougé. La raison tient essentiellement à l'assouplissement et l'allongement du dispositif de chômage partiel (*Kurzarbeit*), qui a concerné jusqu'à 1,5 million de salariés au deuxième trimestre 2009. Le chômage partiel aurait ainsi permis de garder dans l'emploi 1,2 million de salariés en Allemagne en 2009 (graphique 8). C'est donc un pari sur l'avenir de la part du gouvernement et des entreprises allemands, qui ont plébiscité le recours à ce dispositif malgré le coût subi, afin de conserver intacts leurs capacités de production et le niveau de qualification de leur main-d'œuvre dans la perspective d'une reprise imminente. Mais ce dispositif, par nature transitoire, perd en importance depuis le troisième trimestre 2009 et devrait poursuivre sa trajectoire décroissante à l'horizon 2011. La durée du travail se rétablira donc progressivement et contribuera au rétablissement du cycle de productivité.

Graphique 8 : Temps de travail trimestriel en Allemagne, dans l'industrie



Source : Statistisches Bundesamt Deutschland.

2.2. Les coûts salariaux unitaires

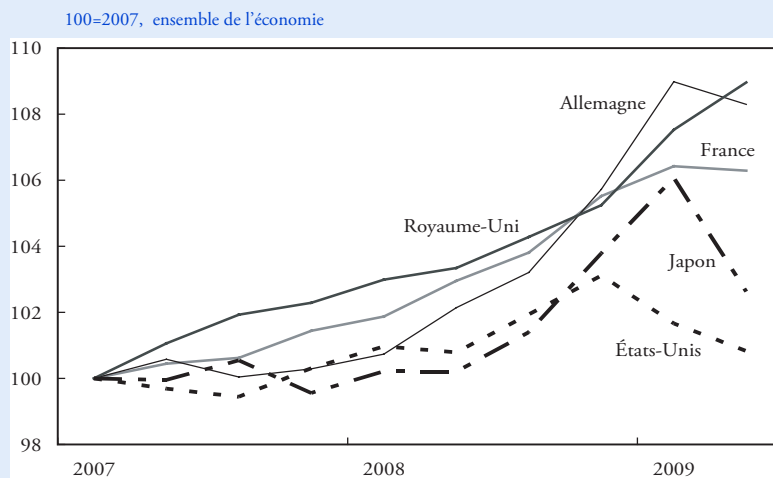
La crise économique a modifié très brutalement l'environnement économique des entreprises et les conditions de leur développement. Les coûts de production, dont les coûts salariaux constituent un élément essentiel, subissent de fortes hausses. Au cours de cette période de déséquilibres macroéconomiques, le processus

d'ajustement des entreprises dépend à la fois du degré de flexibilité du marché du travail mais aussi de celui des salaires. Ainsi, l'existence de rigidités salariales ou du marché du travail conduisent à une augmentation du coût en restreignant la vitesse d'ajustement au choc.

Plusieurs stratégies s'offrent alors aux entreprises en période de crise : soit elles limitent la hausse des coûts salariaux en ajustant leurs effectifs – par tête ou en heures –, soit cela passe par une baisse ou un gel des salaires distribués, soit elles utilisent les deux simultanément.

Avant de détailler et de comparer les différents comportements adoptés dans les grands pays afin de s'adapter à ce choc de demande, notons qu'au cours de cette crise ces derniers ont enregistré une hausse plus ou moins forte de leur coûts salariaux unitaires (CSU). D'après les données de l'OCDE, entre le premier trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2009, les CSU ont augmenté fortement au Royaume-Uni et en Allemagne (respectivement de 9 % et de 8,3 %), modérément au Japon et aux États-Unis (respectivement de 2,6 % et 0,8 %), la France étant dans une situation intermédiaire avec une hausse de 6,3 % de ses CSU (graphique 9).

Graphique 9 : Une évolution comparée des coûts salariaux unitaires depuis le début de la crise



Sources : OCDE, calculs OFCE.

Mais ces résultats agrégés masquent des disparités dans le comportement adopté durant cette crise.

1) Un ajustement de l'emploi plutôt que des salaires (Espagne, États-Unis et France)

Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, les entreprises espagnoles et américaines – et françaises à un degré moindre – ont ajusté très rapidement leurs effectifs au cours de cette crise. Le fort ajustement de l'emploi observé en Espagne a été contrebalancé par un faible ajustement des salaires qui ont connus la plus forte progression parmi les pays étudiés au cours des années 2007-2009. En revanche, au fort ajustement de l'emploi, leurs homologues américains ont cumulé une maîtrise des salaires qui leur a permis limiter au mieux la hausse de leurs coûts salariaux unitaires tout au long de cet épisode récessif (graphiques 9 et 10). L'ajustement des rémunérations porte essentiellement sur les composantes variables à savoir les primes et autres compléments de rémunération. En France, la réduction du coût de travail a été également recherchée davantage par les variations de l'emploi, temporaire principalement, plutôt qu'au moyen d'une baisse de la rémunération. À cet égard, une enquête de la Banque de France sur la façon dont les entreprises ont ajusté leur masse salariale en réponse à la crise économique, indique que le déclenchement de la crise actuelle n'a pas entraîné de baisse des salaires de base mais qu'une large majorité d'entreprises (81 %) les a maintenus inchangés et ne prévoit aucune augmentation à court terme³. Par ailleurs, près d'un tiers des entreprises ont ajusté à la baisse leur rémunération par l'intermédiaire de leurs parts variables (heures supplémentaires, primes individuelles et/ou collective).

2) Un ajustement des salaires plutôt que de l'emploi (Japon et Allemagne)

Le cas du Japon est l'exact symétrique de celui de l'Espagne. Les entreprises japonaises ont contenu leurs CSU non pas par un fort ajustement de l'emploi mais par une baisse des rémunérations. Celle-ci a été obtenue par une baisse de la part variable, notamment des bonus, qui est revalorisée deux fois par an, ainsi que par une baisse du temps de travail qui a engendré une réduction du salaire mensuel. Au total, comme l'illustre le graphique 10, la hausse du coût salarial engendrée par le faible ajustement de l'emploi a été compensée en grande partie au moyen de l'ajustement de la rémunération. Cela ne vaut pas pour l'Allemagne où l'ajustement des rémunérations n'a pas compensé le faible ajustement sur l'emploi et ce malgré la baisse de la durée du travail (graphique 10).

3) Un faible ajustement des salaires et de l'emploi (Royaume-Uni et Italie)

Enfin, dans certains pays, le faible ajustement de l'emploi et des rémunérations a occasionné une forte dérive des coûts salariaux unitaires. C'est le cas des entreprises en Italie et au Royaume-Uni.

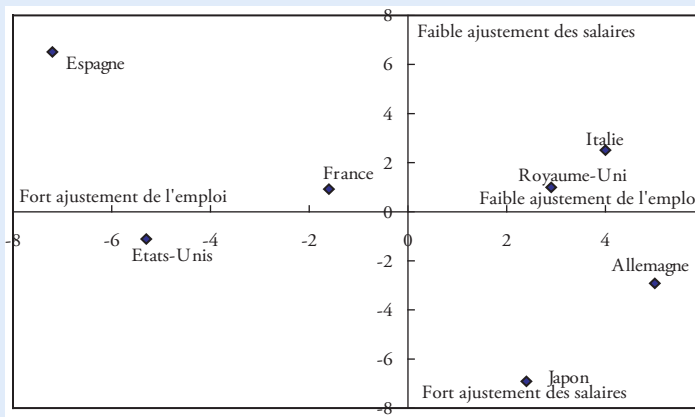
En définitive, seule l'Espagne a connu un sur-ajustement massif de l'emploi à l'activité, et concentré l'adaptation du marché du travail sur les seuls effectifs. La France et les États-Unis ont connu une évolution du marché du travail conforme à

3. Pour plus de détails se référer à Horny, Montornès, Sauner-Leroy et Tarrieu (2010), « Les politiques salariales des entreprises durant la crise : résultats d'enquêtes », *Bulletin de la Banque de France*, n° 179, 1^{er} trimestre.

leur mode d'ajustement habituel, et sont à un stade avancé du rattrapage du cycle de productivité. Enfin, les autres pays affichent pour l'heure une baisse de l'emploi extrêmement mesurée au regard de l'ampleur de la récession, en grande partie grâce à un recours exceptionnel aux mécanismes de flexibilité internes.

Graphique 10 : Une comparaison des différentes stratégies d'ajustement face à la crise

Écart à la moyenne des pays étudiés



Source : OCDE , calculs OFCE.

3. Quel comportement d'activité ?

En plus de ce maintien inattendu de l'emploi, la relative résistance du chômage peut aussi s'expliquer par les comportements d'activité qui amortissent traditionnellement les chocs d'emploi du fait du découragement induit d'une partie de la population active.

Deux types de décompositions statistiques sont présentés ici. La première compare l'évolution globale des marchés du travail dans la crise ouverte en 2007-2008 à celles qui furent observées dans les crises des années 1990-2000. Selon les pays, les périodes de crises, repérées par les points hauts et bas de l'emploi sont différentes. Aux États-Unis et au Royaume Uni, l'emploi a chuté à partir du début de 1990 jusqu'à la fin 1991 (États-Unis) et 1993 (Royaume-Uni). La crise s'est étendue à l'Europe continentale à partir du début de l'année 1991 (France, Allemagne et Espagne) et 1992 (Italie). Elle s'est terminée vers la fin de l'année 1993 – début 1994 (France et Espagne) ou la fin 1994 (Allemagne) et 1995 (Italie). Au Japon, l'emploi à stagné pendant toute la première moitié des années 1990 avant de remonter légèrement puis décroître franchement de 1997 à 2002, période retenue pour la

comparaison avec les évolutions en cours. Enfin aux États-Unis, la crise de 2000 a entraîné une chute de l'emploi en 2001 procurant ainsi un second point de repère.

Le tableau 3, présente les évolutions, en moyenne annuelle, de la population active, de l'emploi et du chômage au cours de ces différentes périodes de crise de l'emploi et celles qui ont été enregistrées depuis le début de la crise en cours.

Deux pays ont connu au cours de la crise en cours une hausse du chômage d'ores et déjà supérieure à celle que l'on avait pu observer précédemment : les États-Unis et l'Espagne ont vu leur chômage doubler alors qu'il n'avait augmenté respectivement que de 35 et 55 % au début des années 1990. Un pays se singularise nettement, l'Allemagne, qui n'enregistre qu'une très faible augmentation du chômage alors que la hausse du chômage des autres pays est déjà à ce stade – six trimestres après le début de la crise – du même ordre de grandeur que dans les crises précédentes qui auront duré en moyenne douze trimestres. C'est particulièrement le cas en France et au Royaume-Uni, où la hausse du nombre de chômeurs est respectivement de 37 % et 52 % depuis le début de la crise, contre une hausse totale de 32 % et 47 % sur douze trimestres lors de la crise de 1991.

Ces résultats sont très liés aux évolutions de l'emploi dont la chute est en Europe (sauf en Espagne) et au Japon extrêmement faible compte tenu de l'ampleur du choc de production. Dans les crises précédentes l'ajustement de l'emploi avait été beaucoup plus important. Comme on l'a vu, cette réaction très retardée de l'emploi n'est sans doute pas une bonne nouvelle puisqu'elle devrait déboucher sur une dégradation continue dans les mois à venir, sauf à envisager une forte reprise de la croissance actuellement très improbable.

Dans les années 1990, les taux d'activité de la population avaient amorti l'impact de la baisse de l'emploi sur le chômage. Malheureusement l'analyse comparative de la flexion des taux d'activité dans les crises ne peut pas être réalisée facilement, faute de données homogènes très détaillées sur l'activité par âge et par sexe. Il n'est donc pas possible d'identifier précisément la cause de la variation des taux d'activité et de séparer l'impact de la déformation structurelle de la population par âge et celui de la conjoncture. Les baisses de population active, imputables à la baisse des taux d'activité, indiquent que le retrait d'une partie des actifs potentiels a dû accompagner la chute de l'emploi et la montée du chômage selon le mécanisme habituel de découragement d'une partie des travailleurs potentiels (femmes mères de famille sans qualification, jeunes qui prolongent leur scolarité, chômeurs de longue durée découragés, seniors incités à quitter leur emploi ou bénéficiaires de préretraites, etc.). Ce phénomène de flexion des taux d'activité semble avoir été particulièrement marqué dans les crises précédentes en Italie, au Royaume-Uni et en Espagne. En revanche la France n'avait pas connu de recul de l'activité de la population, ce qui explique en partie ses moins bons résultats à court terme en matière de chômage.

Tableau 3 : Les marchés du travail dans les crises (variations en %)

En %

En rythme annuel		Population active	Dont effet de la variation du taux d'activité	Emploi	Chômage	PIB
Allemagne	91q1-94q4	-0.2	-0.1	-1.1	15.4	1.2
	08q3-09q4	-0.1	0.5	-0.3	3.5	-3.7
Espagne	91q1-94q1	1.2	-0.4	-2.1	18.3	1.0
	08q1-09q4	1.0	0.6	-5.1	62.6	-2.6
France	91q2/93q4	0.3	0.4	-0.8	12.9	0.2
	08q4-09q4	0.9	0.4	-0.8	23.1	-1.5
Italie	92q4-95q2	-2.4	-1.4	-2.7	-1.2	1.2
	08q3-09q3	-1.0	0.2	-2.3	15.0	-4.7
Royaume-Uni	90q2-93q2	-0.8	-0.8	-2.0	15.5	0.2
	08q2-09q4	0.3	-0.4	-1.5	31.7	-3.6
États-Unis	90q1-91q4	0.4	-0.3	-0.7	19.9	0.3
	01q1-02q1	0.4	-0.8	-1.2	26.1	0.4
	08q1-09q4	-0.1	-1.0	-2.7	51.1	-1.1
Japon	97q2-02q2	-0.3	0.0	-0.8	11.8	0.2
	07q4-09q4	-0.6	0.2	-1.3	16.9	-2.7

Sources : Eurostat, calculs OFCE.

Dans la crise en cours, les États-Unis connaissent une situation similaire à celle de l'Europe dans les années 1990 : la détérioration de l'emploi et la montée du chômage conduisent à une chute importante de l'activité de la population. Par contre en Europe et au Japon, la moindre dégradation (relative) des marchés du travail explique sans doute que jusqu'à maintenant peu d'actifs se sont retirés du marché du travail. La démographie explique toutefois que la hausse de la population active reste faible, ce qui limite à court terme l'impact des suppressions d'emploi sur le chômage.

Par rapport aux crises précédentes, on observe finalement une moindre dégradation relative de la situation des marchés du travail en Europe et au Japon, essentiellement du fait de l'ajustement très retardé de l'emploi qui en a limité la chute, dans un contexte de faible augmentation de la population active due plutôt aux tendances démographiques. On va voir que cette situation a pour le moment permis d'éviter la chute de l'emploi des seniors au prix d'une hausse encore limitée du chômage des jeunes. L'emploi des femmes a d'autre part été moins pénalisé car les réductions d'emplois ont été plus importantes dans l'industrie et le bâtiment.

L'évolution de la structure de l'emploi et du chômage par sexe et par âge a aussi été influencée par le contexte démographique et la réaction plus ou moins forte de l'activité des jeunes et des seniors au choc d'emploi. La décomposition de la variation de la population active par âge (entre les troisièmes trimestres 2008 et 2009) selon qu'elle résulte de l'évolution de la population totale ou des taux d'activité (tableau 4a) conduit à opposer l'Allemagne et l'Italie à la France, l'Espagne et le Royaume-Uni⁴.

En Allemagne et en Italie, la crise de l'emploi s'est produite dans un contexte de réduction de la population active alors qu'elle a continué à progresser dans les autres pays, particulièrement en France. En Allemagne la démographie (*i.e.* la variation de la population active qu'on aurait observée à taux d'activité inchangés) explique l'essentiel de cette chute concentrée sur les moins de 54 ans. Par contre en Italie, c'est la baisse des taux d'activité des jeunes (qui explique une chute de près de 7 % de la population active de 15 à 24 ans) et des 25-54 ans qui explique la baisse de la population active. Dans les deux pays, le fait marquant est que l'activité des seniors n'a pas souffert de la crise : en Allemagne les taux d'activité des 60-64 ans ont fortement progressé, expliquant une hausse de plus de 10 % de la population active de cette classe d'âge et en Italie il en va de même pour les 55-59 ans. Les taux d'activité des plus de 60 ans ont diminué en Italie mais nettement plus faiblement que ceux des jeunes de 15 à 24 ans.

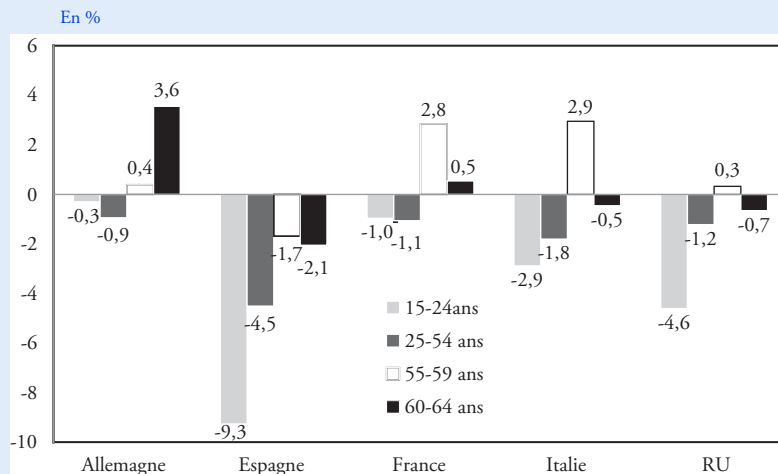
En Espagne et au Royaume-Uni, le fait marquant est la baisse de l'activité des jeunes de 15 à 24 ans imputable au taux d'activité. Mais de même qu'en Allemagne et en Italie, l'activité des seniors ne semble pas avoir été très affectée par la dégradation du marché du travail.

En France, l'activité de la population a continué à augmenter dans toutes les catégories d'âge. Cette situation tranche nettement avec ce que l'on avait pu observer dans les crises précédentes dans lesquelles on constatait généralement une inflexion forte de l'activité des seniors, dont un grand nombre pouvaient bénéficier de préretraites, et des plus jeunes, maintenus plus longtemps dans le système scolaire ou bénéficiaires de stages de formation qui les faisaient passer dans l'inactivité.

Par genre, (tableau 4b et 4c) on peut constater que le choc d'activité est plus important pour la population masculine, plus concernée par les destructions d'emplois concentrées dans l'industrie et le BTP, que pour la population féminine.

Le phénomène le plus remarquable, commun à tous les pays, est pour le moment le maintien en activité des seniors dont les taux d'emploi augmentent ou baissent nettement moins que ceux des jeunes (graphique 11). Les difficultés des régimes de retraite et les réformes en cours qui visent toutes à allonger les carrières, expliquent cette nouvelle priorité. Dans la première phase de la crise, le choc d'emploi a pu être

4. L'analyse de l'évolution de la population active par sexe et âge n'est présentée que pour les pays européens. La même analyse pour les États-Unis et le Japon impliquait l'exploitation des données nationales, ce qui n'a pas été possible faute de temps. Les données utilisées ici sont celles des enquêtes Emploi européennes compilées par Eurostat.

Graphique 11 : Variation des taux d'emploi entre les troisièmes trimestres de 2008 et 2009

Source : Eurostat, calculs OFCE.

absorbé par le marché du travail à la fois parce que le retard d'ajustement de l'emploi a limité l'ampleur du choc et parce que le décalage des entrées des jeunes sur le marché du travail et l'indemnisation du chômage des adultes ont permis d'atténuer les conséquences sociales. On peut supposer également que les effets d'hystérèse sont encore très limités : en maintenant l'activité des seniors, on évite les pertes de production futures associées à leur sortie définitive de l'activité ; les prolongations de scolarité peuvent être positives pour la productivité à long terme ; tant que le chômage est de courte durée il n'a pas d'effet durable sur l'employabilité.

Les plus grosses inquiétudes sur le marché du travail sont donc sans doute encore à venir. Si les pertes d'emploi s'aggravent, le dilemme entre maintien des seniors en activité et emploi des jeunes va se raviver ; l'allongement des durées de chômage finira par entamer les capacités de travail des chômeurs dont le retour à l'emploi deviendra plus difficile. Pour éviter ces dérives dommageables socialement, mais aussi économiquement par leurs effets sur le potentiel de croissance, il convient de retrouver le plus vite possible la trajectoire vers le plein-emploi qui prévalait avant la crise. Si la reprise tarde, il faudra alors déployer un maximum de moyens pour éviter les conséquences les plus graves d'un sous-emploi durable : renforcement de l'indemnisation de longue durée des chômeurs les moins employables ; programmes de formation pour ceux qui sont proches de l'emploi ; créations d'emplois publics d'attente (sur le modèle des emplois jeunes, des embauches publiques pourraient permettre la prolongation de l'activité des seniors licenciés ; les emplois publics créés le seraient par construction pour une durée limitée).

Tableau 4a : Décomposition de la variation de la population active par classe d'âge (entre les troisièmes trimestres de 2009 et 2008)

Ensemble	En milliers			En %		
	Total	Démographie	Taux d'activité	Total	Démographie	Taux d'activité
Allemagne						
Total	-394	-522	128	-0,9	-1,2	0,3
15-24	-129	-154	27	-2,6	-3,1	0,5
25-54	-490	-407	-83	-1,6	-1,3	-0,3
55-59	6	-1	8	0,2	0,0	0,2
60-64	190	17	171	11,6	1,0	10,5
Espagne						
Total	48	46	-2	0,2	0,2	0,0
15-24	-236	-71	-170	-9,3	-2,8	-6,7
25-54	223	77	146	1,2	0,4	0,8
55-59	66	22	44	4,3	1,4	2,9
60-64	6	15	-9	0,7	1,8	-1,0
France						
Total	286	-25	311	1,0	-0,1	1,1
15-24	65	-13	78	2,1	-0,4	2,5
25-54	26	-26	52	0,1	-0,1	0,2
55-59	131	-26	159	5,4	-1,1	6,5
60-64	65	38	25	11,1	6,6	4,2
Italie						
Total	-222	101	-320	-0,9	0,4	-1,3
15-24	-126	3	-129	-6,7	0,2	-6,8
25-54	-154	87	-241	-0,8	0,4	-1,2
55-59	93	-24	118	5,0	-1,3	6,4
60-64	17	30	-12	2,3	4,0	-1,7
Royaume-Uni						
Total	147	162	-14	0,5	0,5	0,0
15-24	-199	-12	-187	-3,9	-0,2	-3,7
25-54	226	158	67	1,1	0,7	0,3
55-59	19	-30	50	0,7	-1,2	1,9
60-64	31	32	-1	1,8	1,9	0,0

Sources : Eurostat, calculs OFCE.

Tableau 4b : Décomposition de la variation de la population active féminine par classe d'âge (entre les troisièmes trimestres de 2008 et 2009)

Ensemble	En milliers			En %		
	Total	Démographie	Taux d'activité	Total	Démographie	Taux d'activité
Allemagne						
Total	-146	-275	129	-0,8	-1,4	0,7
15-24	-41	-29	-13	-1,8	-1,3	-0,6
25-54	-215	-257	41	-1,5	-1,8	0,3
55-59	4	-3	7	0,2	-0,2	0,4
60-64	98	7	90	15,3	1,1	14,0
Espagne						
Total	257	21	233	2,6	0,2	2,4
15-24	-86	-34	-54	-7,6	-3,0	-4,8
25-54	249	41	207	3,2	0,5	2,7
55-59	62	8	53	10,8	1,4	9,3
60-64	39	5	33	13,7	1,8	11,7
France						
Total	214	-12	226	1,6	-0,1	1,7
15-24	77	-2	79	5,5	-0,1	5,6
25-54	61	-22	83	0,6	-0,2	0,8
55-59	64	-6	71	5,4	-0,5	6,0
60-64	21	18	3	7,8	6,5	1,2
Italie						
Total	-95	55	-149	-0,9	0,5	-1,5
15-24	-76	-1	-75	-10,0	-0,2	-9,9
25-54	-64	54	-118	-0,8	0,6	-1,4
55-59	31	-8	39	4,4	-1,1	5,5
60-64	17	8	8	7,7	3,9	3,6
Royaume-Uni						
Total	133	50	83	0,9	0,3	0,6
15-24	-66	-22	-45	-2,8	-0,9	-1,9
25-54	121	69	52	1,2	0,7	0,5
55-59	9	-14	23	0,7	-1,2	1,9
60-64	16	13	3	2,5	2,1	0,4

Sources : Eurostat, calculs OFCE.

Tableau 4c : Décomposition de la variation de la population active masculine par classe d'âge (entre les troisièmes trimestres de 2008 et 2009)

Ensemble	En milliers			En %		
	Total	Démographie	Taux d'activité	Total	Démographie	Taux d'activité
Allemagne						
Total	-248	-247	0	-1,1	-1,1	0,0
15-24	-88	-125	39	-3,3	-4,6	1,5
25-54	-274	-150	-124	-1,7	-0,9	-0,7
55-59	2	2	0	0,1	0,1	0,0
60-64	91	10	81	9,3	1,0	8,2
Espagne						
Total	-208	25	-235	-1,6	0,2	-1,8
15-24	-150	-37	-117	-10,7	-2,6	-8,3
25-54	-26	36	-62	-0,3	0,4	-0,6
55-59	5	14	-9	0,5	1,4	-0,9
60-64	-32	10	-42	-5,6	1,8	-7,2
France						
Total	73	-13	85	0,5	-0,1	0,6
15-24	-12	-11	-1	-0,7	-0,6	-0,1
25-54	-35	-4	-31	-0,3	0,0	-0,3
55-59	67	-19	88	5,4	-1,6	7,1
60-64	44	21	21	13,8	6,6	6,8
Italie						
Total	-127	46	-171	-0,9	0,3	-1,1
15-24	-50	5	-54	-4,4	0,4	-4,8
25-54	-90	32	-122	-0,8	0,3	-1,0
55-59	62	-16	79	5,4	-1,4	6,9
60-64	0	21	-20	0,0	4,1	-3,9
Royaume-Uni						
Total	14	112	-97	0,1	0,7	-0,6
15-24	-133	10	-142	-4,9	0,4	-5,2
25-54	104	89	15	0,9	0,8	0,1
55-59	10	-16	27	0,7	-1,1	1,9
60-64	15	18	-3	1,4	1,7	-0,3

Sources : Eurostat, calculs OFCE.